

*Initiatives ministérielles*

n'en est rien. J'ai entendu des députés prétendre que tous les problèmes du pays se dissiperait si seulement nous pouvions trouver un nouveau slogan, un nouveau leader. C'est encore faux. Je voudrais bien que ce soit vrai, mais je ne crois pas que ce le soit.

Regardons le monde ou plus particulièrement un pays comme le Canada. C'est plutôt difficile à gouverner. Je suis sûr que même le premier ministre l'admettra cet après-midi. Il est difficile de rassembler toutes les régions de notre pays. On entend dire parfois que ce pays n'a pas de bon sens, qu'il est trop vaste et divers. Il est difficile de se déplacer. Il fait froid. Le climat est rigoureux dans bien des régions.

Même les vieux conservateurs comme sir John A. Macdonald comprenaient certaines choses fondamentales au sujet de ce pays. Ils comprenaient que, pour être un pays, il faut que les gens soient capables de communiquer entre eux. Ils ont besoin d'un train pour se déplacer d'un endroit à l'autre, autrement on ne peut pas prétendre être un pays. Les gens disent: «On a besoin de choses comme un bureau de poste. Il faut être en mesure de s'envoyer des lettres.» Même si on n'envoie pas beaucoup de lettres, il faut qu'il y ait quelque chose pour représenter le gouvernement fédéral dans chacune de nos petites localités. Une superboîte ne peut pas jouer ce rôle. Le bureau de poste est une tradition. Les Canadiens reconnaissent le bureau de poste comme le symbole du gouvernement fédéral dans leur localité.

S'il y a quelqu'un ici qui est en train de détruire ce sentiment d'appartenance à un pays, ce n'est probablement personne de ce côté-ci de la Chambre. Je ne crois pas que je montrerais du doigt une poignée de députés qui prétendent être quelque chose qui s'appelle le Bloc québécois. Je regarderais plutôt de l'autre côté de la Chambre où il y a des gens qui ont supprimé, lentement, sûrement et méthodiquement sur une assez longue période, la plupart des institutions sur lesquelles les gens comptaient pour faire du Canada un pays uni.

Encore une fois, ce dont nous discutons ici cet après-midi porte en partie sur le fait que certaines personnes voudraient que Radio-Canada règle tous leurs problèmes. Je ne crois pas que Radio-Canada puisse régler tous les problèmes. Elle ne l'a jamais fait et elle ne le fera jamais. Cependant, je crois qu'elle est une partie de la solution. Si nous n'avons pas un système de communi-

cations efficace dans notre pays, comment pouvons-nous même discuter? Nous ne pouvons pas. Les gens ne feront que lancer des slogans, ce qui ne rendra service à personne au Canada. C'est difficile. Beaucoup de députés ont eu la chance de voyager d'un bout à l'autre du pays. La première chose qui frappe lorsqu'on essaie de faire cela, c'est que ce n'est pas facile. Notre pays est grand et diversifié. Il faut que nous puissions nous parler, il faut que nous puissions communiquer de façon efficace, il faut que nous rétablissions toutes ces institutions qui nous unissaient.

Malheureusement, le gouvernement a supprimé lentement, une à une, certaines des choses qui faisaient du Canada un pays uni. Il me semble, et c'est évident d'après le débat que nous avons ici cet après-midi, que ce pays qui s'appelle le Canada est confronté non pas à une seule crise, mais à plusieurs crises.

Si nous voulons aller de l'avant de façon sensée et rationnelle, nous aurons besoin de tous les moyens de communications que nous pouvons imaginer, y compris une Société Radio-Canada revitalisée. Je pense qu'il est possible pour chacun d'entre nous, avec notre perception différente de ce que le pays devrait être, de ses problèmes et de la façon de les régler, de se rejoindre, que ce soit au moyen de la radio, de la télévision, des journaux, d'un système efficace de communication, ou d'un système postal que nous pouvons tous reconnaître au sein de notre propre collectivité. Si ces éléments peuvent être mis en place et si les députés de cette chambre ainsi que tous les Canadiens ont la possibilité de s'en servir, nous aurons au moins une chance de régler nos différences.

Le débat de cet après-midi me perturbe non pas tant en raison des divergences d'opinion qu'à cause du fait que les intervenants ne s'intéressent pas au point de vue des autres. Vous ne pouvez sortir gagnant d'une discussion en agissant de cette façon. Une personne peut parler plus fort qu'une autre ou éviter le règlement d'un problème, mais elle ne peut espérer voir son point de vue adopté si elle n'est pas d'abord prête à écouter l'autre partie. Il faut dialoguer et voir si les doléances des autres peuvent recevoir satisfaction. Il n'y pas eu beaucoup de gens à l'écoute ici cet après-midi.

Il est exact, ainsi que l'on déclaré certains députés au cours du débat, que le pays est en train de changer. Je ne suis pas certain qu'il s'agisse d'une évolution planifiée et logique, mais il est indéniable que la situation évolue. Elle évolue en termes économiques, linguistiques et démographiques. J'espère que, dans cette Chambre ainsi que dans le cadre de l'activité de radiodiffusion de la Société Radio-Canada, nous aurons au moins la possibilité d'entendre un argument raisonnable, rationnel et logique, et que nous aurons aussi les outils nous permettant de communiquer efficacement les uns avec les autres. J'espère que ce projet de loi et les autres tentatives du gouvernement aboutiront à ce résultat. Cela dit, je dois